



BULLETIN D'ADHESION 2020

Inaric :

NOM : Mlle, Mme, M.....Prénom.....

NOM de jeune fille.....Né(e) le..... à.....

Adresse.....

Code Postal..... Ville.....

Téléphone portable.....Téléphone domicile.....

Mail.....

Nom de l'entreprise.....

Emploi.....

Temps complet Temps partiel (nombre d'heures hebdo :.....)

Statut : Employé/Ouvrier Agents de Maîtrise Cadre Retraité Sans emploi

J'adhère aux principes, aux idées et aux actions de la CFTC

En signant ce formulaire, j'accepte que mes données personnelles soient enregistrées sur le fichier informatique confédéral INARIC

A :.....Le :..... Signature :

Montant de la cotisation annuelle :

Employés/Ouvriers :

Temps plein 120,00 €

¾ temps 90,00 €

½ temps 60,00 €

Agents de Maîtrise

Temps plein 132,00 €

¾ temps 99,00 €

½ temps 66,00 €

Cadres : 155,00 €

Retraités/Sans emploi : 60,00 €

Pour les couples du même syndicat (CSFV)
60,00 € (pour le 2^{ème} adhérent)

Règlement de la cotisation :

Le règlement de la cotisation peut se faire auprès du délégué syndical ou directement auprès du Trésorier.

Par prélèvement : cochez le mode choisi
Trimestriel Semestriel Annuel

Par chèque à l'ordre de CFTC

Vous pouvez régler en plusieurs fois et noter au dos de vos chèques la date à laquelle vous souhaitez qu'ils soient encaissés.

En espèces

Dès la réception de votre règlement, vous recevrez votre carte d'adhérent.

S'agit-il d'un parrainage ? Si oui, merci d'indiquer le nom de votre parrain :

Renvoyez le bulletin d'adhésion avec votre règlement, l'autorisation de prélèvement et votre RIB ainsi que la fiche information à : **Danièle MARCHAIS - 3, rue Berryer 61700 CHAMPSECRET**

IMPORTANT : 66% du montant de votre cotisation est déductible du montant de votre impôt sur les revenus ou vous est remboursé sous forme de crédit d'impôt. Pour cela, un reçu fiscal vous sera adressé.



FICHE INFORMATION ADHERENT

(Pour toute question concernant le remplissage de cette fiche d'information, appelez le secrétaire Général)

Nom de l'entreprise.....
 Nombre de salariés.....
 Domaine d'activité.....
 Adresse.....
 Code Postal..... Ville.....
 Téléphone..... Fax.....
 Nom du directeur d'établissement.....
 Code APE (sur votre fiche de paie)..... N° Siret (sur votre fiche de paie).....
 Date d'entrée..... Emploi.....

Nom du délégué syndical CFTC dans l'entreprise.....
Vos mandats : Aucun DSC DS RS au CE RS au CHSCT Elu Sup. CSE
 Elu Tit. CE Elu Sup. CE Elu Tit. DP Elu Sup. DP Elu CSHCT Elu Tit. CSE
 Autres mandats :.....
 Date des dernières élections dans l'entreprise.....
 Pourcentage obtenu par la CFTC lors du premier tour des élections au comité d'entreprise

Pour les personnes désirant être en prélèvement renvoyez **le mandat SEPA daté et signé accompagné d'un RIB**
 à Danièle MARCHAIS 3 rue Berryer 61700 CHAMPSECRET

Mandat de prélèvement SEPA 	En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez	SYNDICAT NORMANDIE CSFV 14-27-50-61-76	
	à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de	SYNDICAT NORMANDIE CSFV 14-27-50-61-76	
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque suivant les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.			
Référence unique du mandat :	Identifiant créancier SEPA :	FR41ZZZ649075	
Débiteur :	Créancier :		
Nom - Prénom	Nom	CFTC CSFV	
Votre Adresse	Adresse	8 Rue du Colonel Rémy	
Code postal	Ville	Code postal	Ville
		14000	CAEN
Pays		Pays	
		FRANCE	
IBAN			
BIC		Paiement :	<input type="checkbox"/> Récurrent/Répétitif
A :		Le :	
Signature :			
		Nota : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.	
Veillez compléter tous les champs du mandat.			

Les informations contenues dans le présent mandat sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice par ce dernier de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification prévus aux articles 38 et suivants de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.